

GEORGE F. KENNAN: AN AMERICAN LIFE

John Lewis Gaddis

New York, Penguin Press, 2011, 800 pages

C'est une très belle biographie de George F. Kennan que nous livre John L. Gaddis. À partir de sources nouvelles, l'auteur retrace minutieusement la vie de G.F. Kennan, plus riche et plus complexe que beaucoup certainement ne le pensent. Or l'approche biographique est essentielle pour comprendre certains aspects des réflexions et recommandations de G.F. Kennan. On sait tout juste aujourd'hui de lui qu'il a été l'inventeur du *containment* face à l'URSS. On se souvient parfois vaguement qu'il aurait renié son enfant et serait ensuite devenu, très vite, un apôtre de la détente, voire d'une certaine forme de neutralisme en Europe. Le personnage prend ici de l'épaisseur et de la profondeur. On découvre un homme d'une très grande sensibilité, cyclothymique mais toujours égal à lui-même, que ce soit avec les hauts responsables américains ou soviétiques, à Princeton ou en famille, dans la ferme qu'il restaure et aménage lui-même. On découvre ses origines familiales, son grand-oncle George Kennan, spécialiste de la Russie en son temps, dont les Soviétiques gardaient encore un souvenir « positif ». C'est toute l'Amérique du Middle West qui paraît peut-être provinciale mais beaucoup moins mal équipée intellectuellement et moralement dès la fin du XIX^e siècle pour se lancer dans la politique mondiale qu'on ne le pense communément.

Quand il entre au département d'État américain en 1925, on découvre un style de formation des diplomates très original et en avance pour l'époque. Il profite d'un programme du département d'État pour apprendre la langue et la civilisation russes. Il passe ensuite de Tallinn à Riga, postes à partir desquels les États-Unis, qui n'avaient pas encore de relations avec l'URSS, pouvaient le mieux observer celle-ci, avec entre-temps deux années d'études payées à Berlin pour parfaire sa connaissance du russe et de la Russie. Très vite, on voit se développer chez lui ce que J.L. Gaddis appelle son « triangle » psychologique : son très haut professionnalisme, son pessimisme culturel sur les possibilités de survie de la civilisation occidentale et en particulier des États-Unis, dont il critique amèrement l'évolution, et enfin, troisième côté, ses doutes permanents sur lui-même et sur ses capacités. Apparaissent aussi les signes d'une vocation scientifique qui l'amènera, dans une seconde carrière, à Princeton et à la rédaction d'ouvrages d'histoire sur la politique extérieure russe puis soviétique, qui figurent encore aujourd'hui dans les bibliographies¹. Sa disponibilité

1. G.F. Kennan, *Russia and the West under Lenin and Stalin*, Boston, MA, Little, Brown, 1961 ; *The Decline of Bismarck's European Order: Franco-Russian Relations, 1875-1890*, Princeton, NJ, Princeton University Press, 1979.

permanente pour quitter le département d'État et passer à l'université, où il était attendu, a certainement contribué à son détachement et à sa liberté de ton et de réflexion quand il était aux affaires.

Sa carrière a été exceptionnelle : à Moscou, lors de l'ouverture de l'ambassade par Wiliam C. Bullitt Jr. à la fin de l'année 1933, puis à Berlin, puis à Lisbonne, puis au printemps 1944 comme conseiller à Moscou avec l'ambassadeur William Averell Harriman. Après son fameux « long télégramme » de février 1946, dans lequel il souligne l'implacable opposition de Moscou face aux États-Unis, contre les illusions qui dominaient encore en Amérique, il revient à Washington, d'abord au tout nouveau National War College où militaires et diplomates étudient ensemble les données de la stratégie et de la politique mondiales. Puis il prend la direction du tout nouveau, et à l'époque unique, Policy Planning Staff au département d'État. Il y joue un rôle essentiel pour contribuer à formuler la politique américaine au début de la guerre froide (l'expression n'est pas de lui mais de Walter Lippmann, avec lequel il ne s'entendait guère), conflit d'un type très particulier et qu'il avait été l'un des très rares à prévoir dès 1944. Il sera en particulier l'un des architectes principaux du plan Marshall de juin 1947, alors qu'il avait trouvé trop absolue et trop indéfinie la « doctrine Truman » du mois de mars précédent, promettant d'aider tous les pays menacés par l'URSS sur le plan international ou intérieur. Il sera brièvement ambassadeur à Moscou en 1952, puis en Yougoslavie en 1961-1963, avant de prendre sa retraite et de se consacrer pleinement à l'Institute for Advanced Study de Princeton, où son ami Robert Oppenheimer l'avait attiré de plus en plus à partir de 1949. Mais J.L. Gaddis nous apprend qu'en fait, pendant ses périodes de disponibilité ou lorsqu'il était à la retraite, G.F. Kennan n'a jamais cessé d'avoir des contacts avec l'administration, soit comme consultant à la Central Intelligence Agency (CIA), soit comme membre du Projet Solarium, un groupe constitué en 1953 à la demande de Dwight D. Eisenhower pour étudier les grandes options stratégiques possibles à l'ère nucléaire (on apprend ici beaucoup de choses sur cet épisode peu connu), soit par son activité auprès de la Fondation Ford pour accueillir des réfugiés russes et utiliser leur expérience de l'URSS.

Au-delà d'une biographie très précise, l'auteur clarifie des questions de fond. En effet, il existe un problème, peut-être un mystère Kennan. « *Cold Warrior* » au départ, il s'est très vite présenté comme un théoricien des relations tolérables possibles entre l'Est et l'Ouest malgré leur opposition, comme un partisan d'une détente, voire d'une certaine neutralisation de l'Europe. Et c'est ainsi que cet homme, au départ profondément « de

droite » et très antisoviétique, est devenu sur le tard une icône de la gauche libérale pacifique américaine². J.L. Gaddis résout le mystère en grande partie, de façon convaincante. D'abord, il explique pourquoi G.F. Kennan s'était si vite distancié de son article³ « X » de juillet 1947, dans lequel il proposait de résister à l'expansionnisme soviétique partout où il se manifesterait « par l'application de contre-forces », ce qui paraissait traduire exactement la « doctrine Truman » du mois de mars. En fait, l'article était issu d'une conférence prononcée bien avant le discours de Harry S. Truman et avait été publié après, à cause des délais de parution (et également après la proclamation du plan Marshall qui lui convenait beaucoup mieux), sans que G.F. Kennan ait vraiment eu le temps de réviser son texte à fond. En réalité, G.F. Kennan était cohérent avec lui-même : l'Occident, en évitant toute agressivité, en réglant ses problèmes économiques et sociaux, en évitant de tomber dans des excès (comme le maccarthysme), ne donnerait pas l'occasion à Moscou de faire progresser son influence en utilisant justement ces problèmes ; et, à la longue, les Soviétiques seraient bien obligés d'abandonner leur projet révolutionnaire mondial pour réformer très profondément leur propre système, que Kennan avait toujours considéré comme non viable. Alors enfin les négociations avec eux auraient un sens.

Cela dit, J.L. Gaddis relève une certaine ambivalence chez son héros. Il y a d'une part le modéré, souvent accusé de défaitisme par certains à l'époque, qui propose dès 1949 la réunification d'une Allemagne neutralisée et reprend ce thème dans des émissions à la BBC en 1957 – émissions qui provoquèrent un beau scandale – et qui sous-estime la brutalité avec laquelle l'URSS réagit au plan Marshall, par exemple avec le coup de Prague de 1948. D'autre part, il y a le dur, qui joue un rôle essentiel par exemple dans la mise au point du programme de la CIA de subversion des démocraties populaires (au sein de l'Office of Policy Coordination, chargé des « opérations spéciales » et relevant à la fois de la CIA et du Policy Planning Staff). En fait, et malgré l'impression de modération constante que G.F. Kennan a voulu laisser dans ses mémoires⁴, il a longuement hésité entre le simple *containment* de l'URSS et son « refoulement » (*roll-back*) militant.

Si l'on peut trouver que J.L. Gaddis ne va pas au fond de cette contradiction, il donne tous les éléments qui permettent d'esquisser une réponse. Il est clair que G.F. Kennan se place beaucoup plus dans la tradition du

2. Certains reprochent à J.L. Gaddis de trop « tirer » G.F. Kennan du côté de la guerre froide : voir le compte rendu du livre par F. Costigliola, « Is this George Kennan? », *The New York Review of Books*, 8 décembre 2011.

3. G.F. Kennan, « The Sources of Soviet Conduct », *Foreign Affairs*, juillet 1947.

4. Parus en 1967 et 1972 chez Little, Brown.

balance of power classique et du concert des États que dans celle du messianisme wilsonien. Pour lui, la diplomatie ne doit jamais renoncer. Depuis 1945, le grand problème était le suivant : comment éviter la guerre qui, avec l'arme nucléaire, ne pouvait plus être un instrument de la politique, sans céder pour autant à un adversaire totalitaire très dangereux et sans se renier soi-même, soit par excès de compromission, soit par un durcissement intérieur excessif ?

En 1945, au moment de Yalta, G.F. Kennan pense, contre les conseillers de Roosevelt, qu'il ne faut pas essayer de reconstruire le monde d'après-guerre en se mettant d'accord avec Staline, car cela serait vain. Il vaut mieux diviser l'Europe en deux zones d'influence – ce qui arriva peu ou prou. Plus tard, il sera dans l'ensemble favorable à la politique de détente de Richard Nixon et de Henry Kissinger, qui, au fond, prolongeait cette politique tout en la plaçant dans un cadre juridique qui devait la rendre progressivement plus vivable pour les Européens (avec en particulier les accords d'Helsinki). Son obsession croissante de l'arme nucléaire l'amena à privilégier de plus en plus la stabilité et l'empêcha de voir que les dissidents soviétiques commençaient à remettre en cause le système, ce qui contribuerait à cette transformation intérieure inéluctable de l'URSS qu'il avait annoncée en 1947 et qu'il avait tenté d'accélérer au début des années 1950 via l'Office of Policy Coordination. G.F. Kennan, parti d'une position équilibrée entre le maintien de l'équilibre *hic et nunc* et l'espoir (agissant !) d'une transformation future de l'URSS de l'intérieur, évolua toujours plus dans le sens d'une diplomatie d'équilibre traditionnelle. Et il n'approuva évidemment pas la politique plus militante de Ronald Reagan, qui voulait justement remettre en cause cette cogestion des affaires mondiales avec Moscou, de plus en plus évidente depuis la crise de Cuba. Seulement, G.F. Kennan n'était pas mû par une réaction « libérale » au sens américain ou pacifiste mais bien plutôt par une vision réaliste et classique du système international : c'est là la « source de sa conduite » mais également la limite de sa vision.

Mais comme G.F. Kennan était un grand esprit et que R. Reagan, en fait, s'était montré beaucoup plus souple, habile et prudent que sa réputation, il n'hésita pas à reconnaître en 1996 que, au même degré que Mikhaïl Gorbatchev, l'ancien président avait permis la fin de la guerre froide, car « à sa façon inimitable, probablement sans savoir lui-même exactement ce qu'il faisait, il avait fait ce que peu d'autres auraient pu faire pour débloquer la situation ». Somme toute, c'est le portrait d'un grand serviteur d'une grande Amérique que nous avons ici.

Georges-Henri Soutou

Membre de l'Institut

INTERNET

CONSENT OF THE NETWORKED: THE WORLDWIDE STRUGGLE FOR INTERNET FREEDOM

Rebecca MacKinnon
New York, Basic Books, 2012,
320 pages

Rebecca MacKinnon, chercheuse à la New America Foundation et cofondatrice de la plate-forme de blogs militants Global Voices, détaille la façon dont nos vies, en *et* hors ligne, sont de plus en plus affectées par les organismes de régulation, les décisions politiques et les acteurs privés cherchant à façonner des « territoires » au sein d'un Web encore malléable.

R. MacKinnon entame son analyse avec un panorama mondial cyberdystopique, exposant les menaces planant sur la liberté et la sécurité des militants en ligne. Les pages les plus convaincantes concernent la Chine, domaine d'expertise de l'auteur et véritable laboratoire du contrôle d'Internet. Les autorités y restreignent l'accès aux sites qu'elles jugent menaçants, tout en autorisant les acteurs privés locaux à créer des réseaux sociaux calqués sur leurs modèles occidentaux, mettant ainsi les internautes dans une « cage dorée ». Toutefois, une riche littérature existe déjà sur le détournement d'Internet par les régimes autoritaires (E. Morozov, R. Deibert et R. Rohozinski, C. Farivar).

Le principal apport du livre réside dans la description du rôle des acteurs privés – essentiellement américains – qui coopèrent avec les États, démocratiques ou non, dans le contrôle d'Internet. En effet, si les démocraties établies ont su maintenir le « consentement des gouvernés », ce consentement, pour R. MacKinnon, n'a pas survécu au degré de sophistication toujours plus poussé des technologies numériques. Plus précisément, elle critique l'idéologie anti-anonymat des grands acteurs du Web comme Google ou Facebook, qui a pour conséquence l'exposition de l'intégrité physique des activistes-internautes dans le monde et la restriction des libertés. Lorsque Facebook a changé ses règles de vie privée sans prévenir ses utilisateurs peu de temps après les émeutes iraniennes de 2009, la vie de milliers d'internautes iraniens s'est ainsi trouvée exposée.

Cependant, l'auteur a tendance à mettre sur un pied d'égalité le pouvoir étatique avec celui du secteur privé. Elle assimile ainsi le « Facebookistan » ou le « Googledom » aux réelles puissances souveraines – les États – sur les réseaux numériques et la *vox bloggeri* mondiale. Or les acteurs privés ne sont pas souverains et n'ont aucune légitimité à représenter les citoyens. De même, ils ne possèdent pas de pouvoir coercitif et chacun peut fuir leurs « territoires » à n'importe quel moment ou refuser de les rejoindre.

Si R. MacKinnon parvient à être critique, elle ne perd pas de vue les apports bénéfiques des nouvelles technologies, en appelant à un dialogue plus nourri entre les citoyens, les gouvernements et les acteurs privés. Elle encourage, au fond, une attitude moins romantique envers ces technologies.

Au final, c'est un emprunt de l'auteur à Tocqueville qui résume le mieux l'ouvrage : « Il semble que si le despotisme venait à s'établir chez les nations démocratiques de nos jours, il aurait d'autres caractères : il serait plus étendu et plus doux et il dégraderait les hommes sans les tourmenter. » *Consent of the Networked* fournit des clés bienvenues pour éviter la concrétisation de ce scénario « post-huxleyien ».

Julien Nocetti

RÉVOLUTION 2.0

Wael Ghonim
Paris, Steinkis, 2012, 384 pages

Révolution 2.0 devrait contribuer à mettre un terme aux controverses sur le rôle des médias sociaux lors des soulèvements arabes en montrant que, comme souvent, la vérité se trouve dans la nuance. Wael Ghonim est un spécialiste d'Internet : dans sa jeunesse, il a créé l'un des premiers portails Web dédié à l'islam avant de faire des études d'informatique, puis de se faire embaucher par Google. Sa vie bascule en juin 2010 lorsqu'il découvre sur le Web le visage ensan-

glanté de Khaled Saïd, un jeune homme battu à mort par deux policiers. Les violations des Droits de l'homme sont monnaie courante dans l'Égypte de Hosni Moubarak et les affaires de ce type sont généralement étouffées. Wael Ghonim décide de faire bouger les choses et de créer anonymement une page sur Facebook en hommage à Khaled Saïd.

Les internautes affluent rapidement : en une heure, ils sont déjà 3 000 à avoir rejoint la page « Kullena Khaled Saïd ». C'est sur cette page que sont lancés les premiers appels à manifester pour demander justice pour Khaled Saïd. Plusieurs protestations silencieuses sont ainsi organisées dans différentes villes d'Égypte. Face à l'ampleur de la contestation, le régime finit par lâcher du lest : les deux policiers responsables du meurtre sont arrêtés.

L'éviction du président tunisien Zine el-Abidine Ben Ali amène Wael Ghonim à penser que les dictateurs ne sont pas indétronables et le pousse à intensifier son militantisme en ligne. Au début de l'année 2011, la page « Kullena Khaled Saïd » compte 300 000 membres. Un appel à manifester pour le 25 janvier – date à laquelle est célébrée la journée de la police – y est lancé. Les principaux *Web activists* comprennent que le passage du virtuel au réel n'est pas chose aisée et que l'organisation d'une manifestation de masse ne peut

reposer seulement sur Facebook. Ils prennent alors contact avec l'opposition politique organisée, avec les clubs de supporters des principales équipes de football et avec des imams, pour toucher un public qui n'utilise pas Internet. La tactique s'avère payante : la manifestation du 25 janvier est un succès et marque le vrai début de la révolution égyptienne.

Les autorités réalisent tardivement l'importance des réseaux sociaux et tentent de bloquer l'accès à Internet. Elles organisent aussi des contre-manifestations. Rien n'y fait : les opposants au régime tiennent bon et continuent d'exiger la démission de H. Moubarak. Wael Ghonim, de son côté, ne participe pas aux manifestations : le 27 janvier, il est arrêté par la police, soupçonné de travailler pour une « puissance étrangère » et accusé de trahison. Il ne sort de sa cellule que 11 jours plus tard, alors que le régime vacille. Pendant sa détention, sa qualité d'administrateur de la page « Kullena Khaled Saïd » a été révélée au public, si bien qu'il est accueilli comme un héros sur la place Al-Tahrir. Il est invité à s'entretenir avec le nouveau ministre de l'Intérieur de H. Moubarak, puis avec le Premier ministre. Il refuse de transiger : le départ du raïs n'est pas négociable. Quelques heures plus tard, le président égyptien annonce sa démission. La révolution 2.0 a eu raison du « pharaon ».

Marc Hecker

DARKMARKET: CYBERTHIEVES, CYBERCOPS, AND YOU

Misha Glenny

New York, Knopf, 2011, 304 pages

Avant *DarkMarket*, les ouvrages sur la cybercriminalité se rangeaient en deux catégories. La première regroupe les auteurs – la plupart issus du milieu de la sécurité – se faisant un devoir d'alerter sur l'imminence d'un « Pearl Harbor numérique » ou d'un « cyber-Katrina ». La seconde, des experts informatiques et des chercheurs, qui optent pour une approche technique et des ouvrages au jargon impénétrable.

Une troisième catégorie émerge, composée d'ouvrages écrits par des journalistes et fourmillant d'enquêtes de terrain et de personnages décalés. Le résultat est concluant. Ces ouvrages narrent les histoires captivantes de *hackers* malfaisants (*Kingpin*, de Kevin Poulsen), d'enquêteurs au noble dessein (*Fatal System Error*, de Joseph Menn) et, dans le cas de *DarkMarket*, de batailles virtuelles où les affrontements se matérialisent. L'opus de Misha Glenny tente la biographie d'un obscur forum Web qui, entre 2005 et 2008, connectait acheteurs et vendeurs d'informations volées – généralement des données bancaires – et conseillait les programmes informatiques requis pour les subtiliser.

Sorte d'E-Bay de la cybercriminalité, DarkMarket était plus exclusif

que son modèle : l'internaute devait préalablement obtenir un parrainage. Une communauté relativement vaste – 2 500 membres à l'apogée du site – a permis de voler plusieurs millions de dollars.

Puis vient cette révélation surprenante : pendant plus de deux ans, à l'insu de ses membres, *DarkMarket* a été administré par un agent du Federal Bureau of Investigation (FBI) sous couverture de l'identité d'un célèbre *spammer* polonais. Bien que nombre d'aspects de l'enquête du FBI restent drapés de mystère, les experts de l'agence s'avèrent plus créatifs qu'on ne pense. Coopérant avec ses homologues européens, le FBI parvient à arrêter la plupart des responsables de *DarkMarket*.

Journaliste d'investigation talentueux, M. Glennie a rencontré aussi bien les enquêteurs que les cybercriminels. Il dissèque l'histoire éphémère mais tortueuse de *DarkMarket* dans un style méticuleux, presque chirurgical. L'auteur, qui a publié des ouvrages sur l'Europe de l'Est avant de se consacrer au crime organisé puis à la cybercriminalité, est fort bien informé. Il dispose pour cela d'un *casting* impressionnant : agents du renseignement militaire turc, Tigres tamouls, membres de la famille royale saoudienne, frère d'un juge de la Cour suprême américaine, etc.

Plus que le simple récit, *DarkMarket* privilégie l'approche anthropologique de la communauté *Dark-*

Market, élucidant ses motivations, ses procédés et sa philosophie anarchiste. Bien des cybercriminels optent pour ce milieu pour les mêmes raisons qui poussent la jeunesse désœuvrée du monde entier vers une criminalité plus classique. Désespoir et rejet de la pauvreté planent sur ce livre. C'est là un apport majeur de l'auteur : indépendamment des sommes d'argent dépensées par les États et par les entreprises pour leur sécurité informatique, la guerre contre la cybercriminalité ne sera pas vaincue sans qu'on appréhende pleinement la psychologie de ses adeptes.

DarkMarket ne cherche pourtant pas à replacer la disparition du site éponyme dans un contexte plus large. Le lecteur aimerait connaître la probabilité de l'émergence de successeurs ou savoir dans quelles autres formes d'activités peuvent s'engager les cybercriminels... En dépit de cette limite, l'ouvrage illustre remarquablement la façon dont la microhistoire d'Internet s'écrit sous nos yeux.

Julien Nocetti

INTERNET ET POLITIQUE EN CHINE : LES CONTOURS NORMATIFS DE LA CONTESTATION

Séverine Arsène
Paris, Karthala, 2011, 420 pages

Ce livre décrit la manière dont la société civile chinoise s'est approprié Internet comme moyen d'expression et signe de modernité. À

partir d'une cinquantaine d'entretiens approfondis conduits en 2006 et 2007 auprès d'internautes pékinois nés après 1978, Séverine Arsène montre avec juste nuance que la contestation du régime proprement dite reste très minoritaire (les internautes prennent plus la parole sur les questions de société), même si des mobilisations initiées sur Internet peuvent avoir un impact important, forçant les autorités à intervenir sur le terrain et même, parfois, à changer la loi. L'auteur relativise par ailleurs l'empreinte de la censure sur le comportement des internautes, qui font preuve d'une forme de distanciation par rapport à de nombreuses positions ou communications officielles, et sont « probablement mieux informés des différents problèmes, et d'une manière plus critique, qu'il n'y paraît au premier abord ».

S. Arsène tire un bilan nuancé du rôle d'Internet dans le fonctionnement du régime chinois. Pour elle, Internet n'est pas un vecteur de contestation majeur – il ne conduit pas ses utilisateurs à remettre en question la place qui leur est réservée dans l'organisation du régime – mais plutôt un mode de participation politique, un outil d'aide à la décision au service d'un gouvernement technocratique. Internet, plate-forme où les usagers interpellent de temps à autre les autorités sur des questions qui les préoccupent, facilite la veille de l'opinion publique chinoise, une

veille utile au gouvernement central pour prévenir les contestations plus radicales et préserver la légitimité du parti. Parfois, les autorités mettent fin aux injustices dénoncées, à certains dysfonctionnements au sein du parti par exemple, alors que les internautes sont plus efficaces que la bureaucratie pour les déceler, notamment au niveau local.

Cette recherche, qui s'appuie sur des entretiens conduits il y a cinq ans, ne reflète pas exactement la situation actuelle, Internet n'étant plus l'outil exclusif des jeunes urbains (plus de 500 millions d'internautes en Chine en janvier 2012, soit près de 40 % de la population nationale) et ne pouvant plus tout à fait être considéré comme une forme de participation à la modernisation de la société. Surtout, la création, à la fin de l'année 2009, de Weibo – le Twitter chinois – a radicalement modifié les pratiques et le poids politique des réseaux sociaux en Chine. Les autorités chinoises en sont conscientes, qui ont suivi avec attention les révolutions arabes et s'attaquent aujourd'hui, en cette période de renouvellement de l'équipe dirigeante et à la suite de l'affaire Bo Xilai, aux « rumeurs » véhiculées sur les réseaux et qui pourraient mettre en péril la stabilité du régime. Aujourd'hui encore plus qu'hier, Internet est un puissant outil de participation politique en Chine, à la fois de contestation et de veille d'opinion utile aux autorités.

Si ces évolutions sont de taille, le travail de recherche de S. Arsène n'est pas moins intéressant aujourd'hui, puisqu'il est le témoin d'une période charnière – 2006-2009 – durant laquelle la société chinoise s'est approprié Internet à sa manière, selon les opportunités du moment, pour en faire son outil d'expression privilégié. Grâce à ce livre, les années d'appropriation, déjà difficiles à retracer tant les changements ont été rapides, ne tomberont pas dans l'oubli.

Alice Ekman

RELATIONS INTERNATIONALES

THE GLOBALIZATION PARADOX: WHY GLOBAL MARKETS, STATES, AND DEMOCRACY CAN'T COEXIST

Dani Rodrik
Oxford, NY, Oxford University
Press, 2011, 368 pages

Il y a tout juste un an était publié aux États-Unis un livre dont la traduction en français se fait encore attendre. Dani Rodrik, économiste réputé et professeur à la Kennedy School de l'université d'Harvard, souvent qualifié d'hétérodoxe en raison de ses positions non consensuelles sur la mondialisation, y présente de manière accessible le fruit de deux décennies d'analyse et d'expérience, autour d'un constat qu'il surnomme le « trilemme » de la mondialisation : il n'est pas possible de bénéficier à la fois de la démocratie, de politiques nationa-

les indépendantes et de la globalisation économique. Seuls deux de ces trois éléments peuvent coexister et, s'il faut choisir, il faut que ce que certains qualifient d'hypermondialisation cède le pas. La Grèce, dont la crise s'est déroulée essentiellement après que l'ouvrage avait été rédigé, est une bonne illustration de ce trilemme : « Le choix devant lequel se trouve l'Union européenne, concluait D. Rodrik en mai 2011 dans la presse, est le même que dans d'autres parties du monde : soit relancer l'intégration politique, soit relâcher la bride sur l'unification économique. »

En se concentrant sur les problèmes liés aux négociations commerciales, à la finance internationale et aux flux migratoires, D. Rodrik ancre sa démonstration dans un cadre concret et simple, bien que fondé sur des travaux de recherche économique particulièrement rigoureux, notamment un modèle remarqué de « diagnostics de la croissance » qui identifie les contraintes principales et permet de comprendre dans quel ordre de priorité les supprimer. Il propose, en fin d'ouvrage, de nouvelles formes de gouvernance pour mettre en place un « capitalisme 3.0 » dépassant les logiques initiales empruntées à Smith puis à Keynes ; il égratigne au passage quelques confrères qui proposent le renforcement des institutions multilatérales (voire la création d'une banque centrale mondiale), tels Carmein Reinhart ou Kenneth Rogoff : il ne s'agit pas

de renforcer la coopération internationale, estime-t-il, mais d'admettre que le développement des marchés doit être limité par l'étendue de leurs régulations (essentiellement nationales).

Les conclusions de D. Rodrik demeurent d'actualité en 2012. Il souligne qu'il avait, parmi les premiers, appelé à renouveler la pensée du « consensus de Washington » prônant l'ouverture commerciale, la réduction des barrières douanières et la dérégulation mais admet volontiers que, pas plus que ses collègues, il n'a vu venir la crise de 2007 des *subprime* : « Les économistes (et ceux qui les écoutent) avaient développé une confiance excessive dans leur version des faits alors favorite : les marchés sont efficaces, l'innovation financière transfère les risques à ceux qui savent le mieux les porter, l'auto-régulation est ce qui fonctionne le mieux et l'intervention de l'État est inefficace et néfaste. Ils ont oublié qu'il existait bien d'autres approches qui ont conduit à des situations radicalement différentes. »

Alors qu'en France débute un nouveau quinquennat, la lecture de D. Rodrik s'impose – tout comme celle de sa chronique régulière sur le site Internet de Project Syndicate – pour mieux aborder ces problématiques : comment protéger nos règles et nos institutions ? Comment établir des règles internationales mutuellement satisfaisantes pour les États-nations ? Comment établir une régulation et un système

de gouvernance qui soutiennent les marchés ? C'est l'architecture d'un nouvel ordre économique mondial que propose D. Rodrik, sous le constat paradoxal suivant : pour être la plus bénéfique, la mondialisation ne doit pas être poussée à son paroxysme.

Julien Serre

LIBERAL LEVIATHAN: THE ORIGINS, CRISIS, AND TRANSFORMATION OF THE AMERICAN WORLD ORDER

G. John Ikenberry
Princeton, NJ, Princeton University Press, 2011, 392 pages

THE FUTURE OF POWER

Joseph S. Nye, Jr.
New York, PublicAffairs, 2011, 320 pages

LE MONDE POSTAMÉRICAIN

Fareed Zakaria
Paris, Perrin, coll. Tempus, 2011, 384 pages

Quels sont les déterminants de la puissance ? Comment s'organise le système international ? La suprématie américaine est-elle vouée au déclin ? L'émergence de la Chine et des BRICS annonce-t-elle un nouvel ordre mondial ? La crise financière mondiale de 2008 et l'arrivée au pouvoir de Barack Obama redonnent à ces interrogations une actualité que le 11 septembre et la guerre d'Irak avaient un temps occultée.

Trois essayistes américains renommés esquissent des réponses. Elles sont étonnamment semblables.

Cela n'est pas si surprenant, G. John Ikenberry, Joseph S. Nye et Fareed Zakaria appartenant tous trois à la mouvance libérale et multilatéraliste.

Tout en contestant que les États-Unis exercent une domination impériale sur le reste du monde, ils font tous trois le constat d'un ordre international caractérisé par l'hégémonie américaine. Les États-Unis, pour G.J. Ikenberry, sont un « Léviathan libéral », oxymore renvoyant au paradoxe d'un ordre international à la fois libéral et hégémonique. J.S. Nye rappelle que les États-Unis sont passés maîtres dans l'exercice du *soft power*.

Cette hégémonie a vocation à durer. À rebours des théories déclinistes, ces auteurs estiment que la puissance américaine restera encore longtemps inégalée. Sans doute la puissance relative des États-Unis diminue-t-elle ; mais cela est moins dû à un déclin qu'à « l'ascension des autres » (F. Zakaria). Chacun consacre de longs développements à l'émergence de la Chine. Tous en relativisent la portée et contestent la projection mécanique des courbes de croissance actuelles, qui prédisent son accession au premier rang mondial vers 2030. Pour J.S. Nye, l'influence de la Chine dans le monde sera limitée par son insuffisante capacité d'attraction. Pour G.J. Ikenberry, elle est une puissance de *statu quo*, qui a moins intérêt à révolutionner l'ordre libéral qu'à s'y intégrer.

Cela ne signifie pas que la domination américaine ne connaîtra aucun changement. Le système unipolaire américain qui a résulté de l'écroulement de l'URSS n'a pas vocation à durer éternellement. Comme l'analyse J.S. Nye, les critères de la puissance évoluent avec la dissolution du système westphalien et avec l'émergence de nouveaux acteurs non étatiques. Cette idée est au centre de la démonstration de F. Zakaria : le nouveau monde sera postaméricain.

Il ne sera pourtant pas nécessairement antiaméricain. Les trois ouvrages sont des plaidoyers en faveur d'une participation plus intelligente des États-Unis à la marche du monde. En creux, ils se lisent comme une critique sans concession de l'unilatéralisme mis en œuvre par George W. Bush. C'est G.J. Ikenberry qui est le plus radical dans sa description des impasses de cette politique : il souligne les illusions dont se sont bercés les néoconservateurs quant à la popularité des États-Unis dans le monde et leur cruelle sous-estimation des résistances que leur action unilatérale allait entraîner. J.S. Nye souhaite que la puissance américaine s'exerce par la séduction plus que par la contrainte et combine les ressources du *soft* et du *hard power* pour donner naissance à un *smart power*. F. Zakaria – dont l'ouvrage a initialement été publié en France sous le titre *L'Empire américain : l'heure du partage* (Paris, Saint-Simon, 2009) – estime que les États-

Unis resteront le pivot du nouveau système international, à condition de jouer un rôle bismarckien de faiseurs d'alliances.

L'optimisme de ces auteurs est frappant. Loin du catastrophisme de certains prophètes qui prédisent l'éclatement du système international sur fond de prolifération nucléaire, de faillites d'États et de protectionnisme rampant, la fine fleur de l'école libérale américaine est plus sereine. Sans se cacher le caractère exceptionnel et temporaire de la domination américaine, nos auteurs estiment que Washington n'est pas sans atout face à l'avenir : à condition de faire bon usage de leur puissance, les États-Unis auront leur mot à dire dans le monde postaméricain.

Yves Gounin

**CHANGER DE POLITIQUE.
UNE AUTRE POLITIQUE ÉTRANGÈRE
POUR UN MONDE DIFFÉRENT ?**

Francis Gutmann
Paris, Riveneuve Éditions, 2011,
398 pages

Quelle politique étrangère pour un monde si nouveau ? L'interrogation se diffuse entre chancelleries et *think tanks*. Les réponses qu'apporte ici Francis Gutmann ne dépendent pas d'une vision *a priori* du futur, mais prennent en compte quelques constats simples. Nous vivons l'érosion, voire la fin des *leaderships* globaux. La tâche est

aujourd'hui de reconstruire des espaces politiques structurés plus que de tenter de répandre, ou d'imposer, nos modèles institutionnels démocratiques. Et c'est peine perdue d'ébaucher un modèle unifié du futur : il se caractérisera avant tout par des dynamiques contradictoires, qui n'auront pas d'achèvement institutionnel.

Dans ce monde sans pilote, F. Gutmann souhaite qu'émergent – et en particulier pour la France – des politiques susceptibles d'organiser des espaces régionaux gérables et de s'adapter à la nouvelle complexité, autour d'un triptyque : identité/altérité/solidarité. *Identité* parce que ce monde désorganisé est, au fond, une juxtaposition d'identités revendiquées et qu'il vaut mieux affirmer la nôtre, nationale et démocratique, plutôt que d'être emportés, au nom d'un mol relativisme et du politiquement correct, dans le maelström des identitarismes en émergence. *Altérité* parce que cette affirmation d'identité n'est supportable (et justement : démocratique) que si nous reconnaissons qu'au-delà de valeurs fondamentales irréfutables, il a place pour les particularités, les spécificités et donc le respect de l'Autre – y compris dans ses bizarreries politiques et institutionnelles. *Solidarité* : parce qu'au-delà de la morale il y a un monde ouvert, qui nous oblige à une vision large et à une coresponsabilité.

Pour la France, cela signifie le maintien d'une politique globale : le monde économique, financier, technologique est global. D'où les chapitres qui, dans cet ouvrage, font ressortir le cœur des problèmes des grandes régions du monde et les options que les Européens, et les Français, pourraient y adopter. On ne peut reprendre ici cette exigeante revue, mais on soulignera les options proposées par l'auteur pour l'Europe, qui viennent enrichir les multiples débats actuels. F. Gutmann, face à la mutation de l'Union européenne (UE) introduite par les élargissements – ceux-ci ayant symboliquement commencé avec l'intégration de la Grande-Bretagne... –, préconise une déconnexion de la logique de construction économique du continent de la logique de construction d'un acteur politique international, ce dernier ne pouvant être structuré qu'autour du binôme franco-allemand, auquel viendraient s'agréger quelques pays volontaires. Le rêve d'une « grande Europe » à la fois politique et économique semble derrière nous : l'UE ne sera jamais une puissance politique à 28. Et même dans le domaine économique, elle est avant tout une puissance normative, sans vision stratégique et sans politique globale.

On trouvera dans cet ouvrage provocateur la description d'une dynamique de déconstruction, mais aussi de quoi nourrir quelques espoirs de reconstruction, une

approche des acteurs inévitables (l'indispensable État-nation, même si le concept ne peut être universellement prescrit ou diffusé, les organisations internationales ou régionales, etc.) et des défis majeurs. De quoi s'interroger pour les détenteurs, anciens ou nouveaux, du pouvoir de décider.

Dominique David

EMPIRE OF HUMANITY: A HISTORY OF HUMANITARIANISM

Michael Barnett
Ithaca, NY, Cornell University
Press, 2011, 312 pages

Michael Barnett saisit rapidement qu'on ne peut comprendre le fait humanitaire sans mise en perspective longue. Il se plonge alors dans l'histoire de ce qu'il appelle l'humanitarisme, depuis le début du XIX^e siècle. L'exercice est heureux et permet à l'auteur de mettre à jour plusieurs idées originales ou clés pour la compréhension du fait humanitaire. L'humanitarisme est de plus en plus déterminé par les États depuis la Première Guerre mondiale : ce phénomène n'est pas si récent mais il rompt vraiment avec la période précédente, où l'État ne jouait quasiment pas de rôle. De même, le début du mouvement de professionnalisation des organisations d'aide date de cette même Première Guerre et non de l'après-guerre froide.

Pour M. Barnett, il y a plusieurs sortes d'humanitarismes et notam-

ment deux qui s'opposent et se complètent : l'humanitarisme d'urgence (qui se concentre sur les symptômes) et l'humanitarisme qu'il appelle « alchimique » et qui tente de lutter contre les causes profondes des crises humanitaires (notamment grâce au développement). Chacune de ces branches a un rapport différent au politique, qui évolue dans le temps, et M. Barnett décrit finement ces évolutions. La conception de l'humanité à protéger s'élargit progressivement au-delà des seuls Européens ou des seuls catholiques ou luthériens : il ne s'agit bientôt plus de donner la priorité à l'identité mais au besoin. La mise en perspective historique permet aussi de souligner les continuités : dès l'origine, l'humanitarisme implique qu'une forme de contrôle soit exercée par les humanitaires sur les populations qu'ils entendent aider, contrôle qui prend souvent la forme d'un certain paternalisme.

Mais la principale valeur du livre tient à la richesse empirique qu'il mobilise et donne à voir. Par exemple, l'auteur rappelle que l'appareil photo avait permis de montrer la sauvagerie du roi Léopold au Congo. La demande d'adhésion du Japon et de la Turquie avait donné lieu à un débat important au Comité international de la Croix-Rouge (CICR), qui se pensait comme une société européenne et chrétienne. Lors de

l'annexion de l'Éthiopie, le chef de mission du CICR, Sidney H. Brown, qui se plaignait trop bruyamment, fut renvoyé chez lui et licencié. Plus tard, lors de la guerre du Biafra, les Irish Fathers, un groupe pro-Biafra, utilisaient des cargaisons de nourriture pour livrer des armes. Surtout, l'auteur fait récit des créations controversées de plusieurs organisations, dont l'histoire est souvent mal connue, comme Save the Children, CARE ou World Vision International.

Le livre de M. Barnett n'est pourtant pas sans défauts. Comme le reconnaît lui-même l'auteur, il est trop centré sur les acteurs européens (ou plus spécifiquement britanniques, suisses et pour certains français) et sur les États-Unis : l'histoire de l'humanitarisme tel qu'il pourrait être porté par d'autres territoires n'est pas abordée. Les chapitres consacrés au XIX^e siècle sont un peu décevants, trop synthétiques. De même, l'histoire s'arrête quasiment au Kosovo et ne fait qu'évoquer les changements du XXI^e siècle, qui ont pourtant leur importance. Surtout, M. Barnett tient parfois trop à dégager des grilles de lecture qui se veulent plus ambitieuses que la réalité empirique qu'il dépeint, alors que c'est justement cette réalité empirique qui nourrit le livre.

Aline Lebcœuf

SÉCURITÉ/STRATÉGIE

ARMEMENT ET DÉSARMEMENT NUCLÉAIRES : PERSPECTIVES EURO-ATLANTIQUES

Sébastien Boussois et
Christophe Wasinski (dir.)
Bruxelles, Peter Lang, 2011,
200 pages

Le discours de Barack Obama à Prague en avril 2009 a propulsé sur le devant de la scène un phénomène jusqu'alors resté largement du domaine de la communauté d'experts : le désarmement nucléaire global. Certes, des personnalités influentes, dont le « *Gang of Four* » – Henry Kissinger, William Perry, George Schulz et Sam Nunn –, avaient déjà commencé à promouvoir cette idée. Mais Barack Obama l'a globalisée.

L'idée n'a pas fait l'unanimité : irréaliste pour les uns, prématurée pour les autres. Sans mentionner ceux qui sont en train de développer des capacités nucléaires. Le discours du président Obama a été reçu avec intérêt et bienveillance mais surtout avec prudence. Dans ce contexte, l'ouvrage tente de dresser un portrait des attitudes euroatlantiques sur le nucléaire. Le choix géographique se justifie : les États-Unis et l'Europe font partie d'une communauté de destin et se retrouvent au sein de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN).

Les différentes contributions de cet ouvrage permettent d'appréhender de manière lisible et concise l'attitude de nombreux États clés, dont les États-Unis, la Russie et la France, des institutions actives dans le domaine nucléaire et du désarmement, dont l'OTAN, l'Union européenne (UE) et même, de manière assez inattendue, le Parlement européen. Sont également mis en avant des processus importants, dont le nouveau traité START (Strategic Arms Reduction Treaty), et les zones exemptes d'armes nucléaires. Cet ouvrage est donc davantage un état des lieux qu'un traité théorique. On appréciera néanmoins le chapitre de Christophe Wasinski sur la construction des discours stratégiques dans l'espace euroatlantique et la manière dont l'arme nucléaire y est intégrée. Il donne matière à réfléchir, montrant comment l'arme nucléaire s'est imposée dans la *doxa* stratégique au point d'en devenir une composante essentielle.

Toutefois, l'ouvrage pêche à deux niveaux : il est déjà dépassé et n'anticipe pas suffisamment le débat sur la défense antimissile balistique (DAMB). Fruit d'un colloque qui s'est tenu au printemps 2010, il ne reflète pas les évolutions politiques récentes. En novembre 2010, les chefs d'État et de gouvernement de l'Alliance ont approuvé un nouveau concept stratégique. Beaucoup de contributions spéculent sur la partie « nucléaire » du nouveau concept qui, lors de la sortie de

l'ouvrage, était déjà publié. En outre, Français et Britanniques ont signé les traités de Lancaster House en décembre 2010, avec une dimension nucléaire sans précédent – et nulle mention n'en est faite dans l'ouvrage.

Plus problématique : l'ouvrage ne se penche que trop marginalement sur la DAMB. C'est pourtant un élément crucial du débat et de nombreux indicateurs le laissent déjà présager au premier semestre 2010. Souvenons-nous que le sujet fait débat au sein de l'OTAN depuis le début des années 2000 avec un regain depuis le sommet de Bucarest en 2008. En Europe, certains États, dont l'Allemagne et la Belgique (qui bénéficie d'un chapitre spécifique), se font les porte-drapeaux de la DAMB, en remplacement de la présence d'armes nucléaires sur leur sol. Cette dimension est ici absente et c'est regrettable dans un débat sur le désarmement nucléaire. *Armement et désarmement nucléaires* permet donc d'avoir un bon panorama de 2010 mais ce livre est trop ancré dans son temps pour s'installer comme un ouvrage de référence.

Vivien Pertusot

SCIENCE POLITIQUE

LA GUERRE AU NOM DE L'HUMANITÉ : TUER OU LAISSER MOURIR

Jean-Baptiste Jeangène Vilmer
Paris, PUF, 2012, 624 pages

Sur la question de la moralité des interventions armées, cet ouvrage constitue un travail considérable, synthétique et profond. La thématique est labyrinthique mais n'en est pas moins récurrente dans nos débats, où s'impose presque constamment la nécessité de juger ou de justifier les moyens de l'usage de la force armée.

L'ouvrage conjugue d'emblée une large gamme d'ancrages théoriques, dont les propositions de Hans J. Morgenthau, de Stanley Hoffmann et de Pierre Hassner. Malgré la profusion que ce choix génère et la bataille des libéralismes qu'il occulte, la trame est maîtrisée. À ceci près que, d'une part, elle écarte sans doute trop facilement l'apport de la réflexion menée par Michael Walzer (*Guerres justes et injustes*, Paris, Belin, 1999) et que, d'autre part, le souci conjoint de rattachement aux intuitions du jeune Morgenthau et de maintien d'une perspective explicitement « critique » paraît peu cohérent. Il est à cet égard assez surprenant de voir Jean-Baptiste Jeangène Vilmer endosser la part du credo de l'école « réaliste », qui affirme « voir le monde tel qu'il est, non pour admettre tous les faits accomplis [...] mais pour par-

tir des bonnes prémisses », sans en rappeler ni l'éminente dimension rhétorique ni les profondes contradictions.

L'étude généalogique des théories de l'intervention à laquelle procède J.-B. Jeangène Vilmer a l'avantage de croiser pensées politiques européennes, indienne et chinoise, en cheminant jusqu'à leurs développements les plus récents que sont le « droit d'intervention humanitaire » ou la « responsabilité de protéger ». On aurait pu compléter par la lettre des évêques catholiques américains s'opposant en 1983 à l'équilibre de la terreur et au surarmement reaganien : « Le défi de la paix » (dont J. Bryan Hehir, élève et ami de Stanley Hoffman, fut l'un des artisans décisifs) – ce qui aurait permis de signaler le poids (tout comme la transformation) de la réflexion théologique contemporaine sur ce sujet.

Dans le même temps, les mises en rapport avec le droit international positif sont aussi fines qu'équilibrées, en partant du principe que les réflexions éthique, politique et juridique ont « toujours coexisté dans un dialogue perpétuel et un [enrichissement] mutuel ». Les critères d'évaluation de la légitimité des interventions sur lesquels se fonde J.-B. Jeangène Vilmer sont ceux de ce qu'il juge être la pensée classique de la guerre juste – à savoir l'autorité légitime, la juste cause, la bonne intention, le dernier recours et la proportionnalité –, tra-

versés par la défense d'un interventionnisme jugé « minimal » et d'un « conséquentialisme modéré ».

Actant ce choix de rattachement mais aussi la force des questionnements que l'auteur s'emploie à baliser, on aimerait comprendre les raisons de la mise en retrait du critère limitatif de la discrimination, dont la prise en compte apparaît habituellement comme déterminante. Enfin – et ceci s'adjoint à la longue liste de ses vertus –, poussant à bout la réticence à l'interventionnisme débridé sans vouloir abdiquer pour autant l'engagement progressiste, l'ouvrage se termine par un appel percutant à « remonter la chaîne des causes » via le réinvestissement du projet de transformation sociale et de justice internationale, que le libéralisme politique contemporain ne peut plus reprendre qu'à moitié.

Guillaume Durin

AFRIQUE

DANCING IN THE GLORY OF MONSTERS: THE COLLAPSE OF THE CONGO AND THE GREAT WAR OF AFRICA

Jason K. Stearns
New York, PublicAffairs, 2012,
416 pages

Le livre de Jason K. Stearns constitue probablement l'ouvrage le plus complet et le plus captivant jamais écrit sur le conflit congolais et ses avatars. Un conflit qui, sur un terri-

toire grand comme l'Europe de l'Ouest, opposa pendant près de six ans pas moins de neuf États et causa environ 5 millions de morts.

Le succès du livre tient à son écriture. Suivant une recette très américaine, J.K. Stearns mêle analyses politiques classiques et pages quasi documentaires où il décrit le contexte dans lequel ses interviews se sont déroulées. Une pratique bannie en France, où l'on apprend au jeune doctorant à s'effacer derrière son sujet. Les auteurs américains ne s'embarrassent pas de ces prescriptions, n'hésitant pas à écrire à la première personne et à frôler parfois le récit de voyage. Ainsi du livre de J.K. Stearns qui évoque les récits de Lieve Joris – *Danse du léopard* (Arles, Actes Sud, 2002) ou *L'Heure des rebelles* (Arles, Actes Sud, 2007), remarquables descriptions, pleines de finesse et d'humour, de la tragédie congolaise. On pense aussi à la trilogie de Jean Hatzfeld sur le génocide rwandais¹.

Sous la plume de J.K. Stearns, les guerres congolaises s'incarnent. Les anecdotes sur Laurent-Désiré Kabila (il avait transféré les réserves de la Banque centrale dans ses propres toilettes) décrivent un dirigeant falstaffien qui ne troqua jamais le treillis de soldat contre le costume de chef d'État. Son fils,

Joseph, lui est en tous points dissemblable – au point que sa filiation est périodiquement mise en doute. Passionné de jeux vidéo (l'ambassadeur de France l'avait affublé du sobriquet de « Nintendo ») et de voitures de course, timide jusqu'au mutisme, il a pourtant réussi, grâce à la communauté internationale, à restaurer une paix ardemment désirée par ses compatriotes.

« Comme les pelures d'un oignon, la guerre du Congo se subdivise en plusieurs guerres ». Gérard Prunier nous les racontait avec son ébourifante érudition, au risque de nous y perdre². Le livre de J.K. Stearns n'est pas seulement une succession de vignettes sympathiques : il éclaire les ressorts et les rebondissements des deux guerres que connut successivement le Congo. La première débute en novembre 1996, quand les forces rwandaises arment la rébellion dirigée par Kabila, vident les camps de réfugiés hutus agglutinés à la frontière des Kivus et provoquent l'écroulement du régime honni du maréchal Mobutu huit mois plus tard. La seconde débute en août 1998, quand le nouveau chef d'État congolais se débarrasse de son trop encombrant parrain rwandais et ne doit qu'au soutien de ses alliés zimbabwéens et angolais de ne pas être renversé.

1. *Dans le nu de la vie : récits des marais rwandais*, Paris, Seuil, 2000 ; *Une Saison de machettes*, Paris, Seuil, 2003 ; *La Stratégie des antilopes*, Paris, Seuil, 2007.

2. G. Prunier, *Africa's World War: Congo, the Rwandan Genocide, and the Making of a Continental Catastrophe*, Oxford/New York, Oxford University Press, 2009 (voir notre recension de l'ouvrage dans *Politique étrangère*, vol. 75, n° 4, hiver 2010).

En bon Américain, J.K. Stearns ne se satisfait pas du fatalisme qui entoure souvent les études congolaises depuis *Au cœur des ténèbres* de Joseph Conrad. Plutôt que d'accumuler les vignettes macabres, il veut trouver une « explication rationnelle à un conflit chaotique ». La carence de l'État, mise en avant par l'auteur, en est peut-être une. Les tueries aux Kivus renvoient à un stade préléviathanesque, où « l'homme est un loup pour l'homme » : elles évoquent plus la guerre de Trente Ans que la Seconde Guerre mondiale. Or, la création d'un État hobbesien prend du temps. Le Congo en construirait-il un rapidement ? L'absence d'esprit civique chez les dirigeants congolais, plus préoccupés de leur survie à court terme que du bien-être de leurs administrés, augure mal de l'avenir.

Yves Gounin

AMÉRIQUES

AMERICAN NATIONS: A HISTORY OF THE ELEVEN RIVAL REGIONAL CULTURES OF NORTH AMERICA

Colin Woodard
New York, Viking Press, 2011,
384 pages

Colin Woodard propose une histoire des États-Unis vue sous l'angle de ses cultures régionales. Il postule que les différentes aires culturelles d'Amérique du Nord (Mexique et Canada inclus) ont été

établies par les premiers pionniers sur la base de leur religion, de leur gouvernement et de leur économie. Aux siècles suivants, les immigrants qui se sont installés dans ces régions, loin d'imposer leur propre culture, se sont adaptés à celle des premiers arrivés. Les frontières de ces zones culturelles ont pu bouger mais leurs identités sont restées les mêmes. Parmi les 11 régions identifiées voici les plus intéressantes.

La région yankee : les premiers colons arrivés dans le Nord des États-Unis étaient des puritains d'une grande intolérance religieuse, organisés en communautés politiques fortes pour assurer le bien de tous. Les démocrates qui dominent la région aujourd'hui sont toujours perçus comme donneurs de leçons et favorables au rôle de l'État.

Les quakers de Pennsylvanie montraient en revanche un grand respect pour les autres ethnies et religions, ainsi qu'un fort antimilitarisme. Ils constituent aujourd'hui les États modérés des Midlands, qui décident souvent de l'élection présidentielle.

New York, l'ancienne New Amsterdam, a été peuplée de commerçants hollandais, ouverts à un multiculturalisme total pour peu que le commerce soit respecté : une assez bonne définition de la Grosse Pomme aujourd'hui.

Le Sud fut peuplé d'aristocrates anglais venus non de la nation mère

mais de la Barbade, où ils avaient développé des plantations fondées sur un cruel esclavagisme. Ils importèrent leur système dans le Sud des États-Unis, avec les conséquences qu'on sait.

Le respect des Amérindiens et la créolisation aujourd'hui observés au Québec et à La Nouvelle-Orléans renvoient sans doute aux relations égalitaires mises en place par les premiers colons français dans ces régions.

Les Appalaches, peuplées d'immigrés écossais et irlandais héritiers de siècles d'histoire violente, sont encore aujourd'hui les plus favorables aux interventions armées extérieures.

Les plaines de l'Ouest des États-Unis étaient trop arides pour le développement agricole : individualistes, parfois extrémistes, les descendants des premiers colons affichent encore aujourd'hui leur rancœur contre un État fédéral dont ils n'ont jamais pu se passer.

La côte ouest, de la Colombie britannique au nord de la Californie, fut peuplée des mêmes pionniers individualistes, ici accompagnés d'un certain nombre de Yankees : sa culture se caractérise par un individualisme idéaliste et innovateur, mâtiné d'une grande confiance dans l'État pour améliorer la situation sociale.

Si C. Woodard reprend les thèses d'autres chercheurs (David Hackett Fischer, *Albion's Seed*, ou Joel

Garreau, *The Nine Nations of North America*), il les étend à tout le continent et à toute l'histoire moderne. Il étaye sa démonstration par une analyse poussée des élections locales, des recensements et des sondages des dernières décennies.

Il propose au final une thèse captivante, qui revisite les événements de l'histoire américaine sous un angle nouveau (par exemple la guerre du whisky des années 1790). On peut cependant regretter l'absence de réflexion sur la culture des Noirs américains en tant que groupe : peut-être l'objet d'un prochain ouvrage ?

Laurence Nardon

EL NARCO. LA MONTÉE SANGLANTE DES CARTELS MEXICAINS

Ioan Grillo
Paris, Buchet-Chastel, 2012,
358 pages

Ioan Grillo, grand reporter, britannique de naissance, vit à Mexico City et couvre la « guerre contre la drogue » au Mexique depuis une dizaine d'années. Il tente ici de broser une histoire à la fois « globale » et « partielle » de l'organisation de l'« industrie de la drogue ». La narration est vivante, la forme parfois proche de celle d'un roman policier ou d'une autobiographie mettant en exergue le rapport du journaliste à son objet. On ne peut pas ne pas penser à la récente publication de sa consœur du journal *Le Monde* Babette Stern,

qui, dans *Narco Business : l'irrésistible ascension des mafias mexicaines* (Paris, Max Milo, 2011), se livre, dans un style moins littéraire, au même exercice : narration d'une histoire « vivante », parfois sensationnaliste, toujours émaillée de récits biographiques, anecdotes de terrain, notes de presse, souvenirs anciens ou récents d'une part ; analyse fondée sur le recul lié à l'expérience et aux sources universitaires d'autre part.

La thématique est certes courue et le travail de l'enquêteur se mêle à celui du peintre d'une réalité sociale et politique sordide, dramatique et violente. À force de portraits d'anciens trafiquants, de leur famille, de leurs voisins, des prisonniers et ce des deux côtés de la frontière, l'auteur parvient à ses fins : décrire un système qui donne naissance aux organisations mafieuses et aux réseaux criminels qui recomposent les territoires au Mexique (et aux États-Unis). Il « raconte l'histoire de la transformation radicale de ces trafiquants de drogue en escadrons de la mort paramilitaires [...] et la brutalité de leur capitalisme mafieux ». On n'y cherchera pas de réflexion sur le caractère transnational des réseaux ou sur les recompositions géopolitiques ; ni les digressions conceptuelles émaillant habituellement les travaux sur le crime organisé. On y trouvera en revanche une multitude de termes désignant l'ascension des cartels mexicains : des réseaux, une industrie, une insur-

rection, une guerre civile, un cas d'école, un capitalisme mafieux, un « narco-État », un « État captif », un « État failli », un mouvement, un crime organisé, etc. Bref, jamais l'auteur ne choisit une définition stricte.

Une affirmation est pourtant centrale : « La guerre de la drogue au Mexique est inextricablement liée à la transition démocratique. » Ainsi, par la diversité même des notions employées, on voit que les facteurs qui assurent la montée des cartels sont multiples. C'est la description même du phénomène, son « anatomie », comme l'appelle l'auteur en deuxième partie de l'ouvrage, qui en fait la richesse. Si la partie historique reste assez fragile (les relations États-Unis/Mexique servent seulement de toile de fond), comme celle sur les orientations futures du narcotrafic, la description de la spirale infernale de la violence depuis la fin des années 1980 et celle des différents piliers du mouvement « narco-insurgé » atteignent leur but. Même si le livre emprunte parfois des accents propres à un certain romantisme, l'enquêteur se trouvant passionnément débordé par son objet, l'ironie et parfois l'autodérision permettent aussi de mieux se distancier du bain de sang et des exactions relatées au fil des pages. Le lien qui apparaît comme essentiel est bien la relation inextricable entre corruption, drogue, politique et société globalisée.

Emmanuelle Le Texier

ASIE

DOES THE ELEPHANT DANCE? CONTEMPORARY INDIAN FOREIGN POLICY

David M. Malone
Oxford, NY, Oxford University
Press, 2011, 448 pages

Universitaire et diplomate, David M. Malone dresse dans cet ouvrage un panorama des enjeux de la politique étrangère de l'Inde et s'appuie pour ce faire sur son expérience de Haut Commissaire du Canada à New Delhi de 2006 à 2008. Son analyse se concentre sur les principaux axes de la diplomatie indienne : le partenariat avec les États-Unis et trois dossiers majeurs – le voisinage immédiat, la Chine et les grandes négociations multilatérales. Si les relations de l'Inde avec l'Asie orientale, le Moyen-Orient, la Russie et l'Europe sont aussi évoquées, on regrettera que celles avec l'Afrique et l'Asie centrale manquent au tableau. Par ailleurs, le choix de traiter la Russie et l'Union européenne (UE) en un même chapitre, au motif que leurs relations avec l'Inde sont sur le déclin, s'avère discutable.

Concernant l'Asie du Sud, l'auteur rappelle judicieusement que l'incapacité de l'Inde à pacifier ses relations avec ses voisins constitue la principale faiblesse de sa politique extérieure. En l'occurrence, New Delhi n'a pas d'autre choix que de « convaincre ses voisins que l'Inde est une opportunité, pas une

menace ». Si les difficultés de l'Inde en Asie du Sud sont finement analysées, la relation conflictuelle avec le Pakistan mériterait, elle, d'être traitée plus en profondeur. L'affirmation, présentée dès l'introduction, selon laquelle « une guerre incontrôlée et de grande ampleur entre les deux pays est aujourd'hui moins probable que jamais » demanderait à être étayée, tant l'hostilité entre les deux États garde un caractère structurel.

Le meilleur de l'ouvrage se trouve dans le chapitre sur la diplomatie multilatérale indienne. En la matière, l'auteur constate une « prédilection grandissante de l'Inde pour la gouvernance mondiale par oligarchie », c'est-à-dire en coalition avec d'autres grands « émergents », comme cela a été le cas par exemple avec le groupe BASIC (Brésil, Afrique du Sud, Inde et Chine) lors des négociations de la conférence de Copenhague sur le changement climatique en 2009. Autrement dit, l'Inde évite le « vrai multilatéralisme » et investit plutôt dans une diplomatie de club pour « comanager le système international au plan économique et, dans une moindre mesure, en matière de sécurité ». De surcroît, tout en se ralliant à cette diplomatie d'élites, l'Inde ne se montre en rien disposée à endosser des responsabilités internationales. D. M. Malone met ainsi en lumière le décalage entre les ambitions de la diplomatie indienne et la réalité de sa pratique, avant de conclure : « Alors que

l'Inde a gagné en stature internationale, la transition de sa politique extérieure reste incomplète mais sa contribution est de plus en plus attendue. Il en est ainsi des manières à la table des grands. »

L'ouvrage, qui fourmille de détails et d'informations, repose sur un vaste corpus de sources secondaires dont la bibliographie rend largement compte au gré de ses 30 pages. Le propos, toujours clair, lui donne par ailleurs une qualité très didactique. *Does the Elephant Dance?* constitue donc une solide introduction générale pour ceux qui ne sont pas familiers des problématiques extérieures indiennes, tout en fournissant aux spécialistes une mine d'informations à laquelle se référer.

Isabelle Saint-Mézard

**ASIA'S SPACE RACE: NATIONAL
MOTIVATIONS, REGIONAL RIVALRIES,
AND INTERNATIONAL RISKS**

James Clay Moltz
New York, Columbia University
Press, 2011, 288 pages

Le 13 avril 2012, la Corée du Nord tentait pour la troisième fois de mettre un satellite en orbite. Si l'essai s'est soldé par un nouvel échec, après ceux de 1998 et de 2009, l'événement a jeté une lumière crue sur les liens entre les programmes spatiaux nationaux et les jeux de puissance régionaux en Asie. C'est à l'analyse de ce cocktail potentiellement détonnant que s'attelle James Clay Moltz.

La thèse principale de l'ouvrage est que la compétition croissante entre les programmes spatiaux nationaux en Asie a débouché non pas sur *une* mais sur *plusieurs* courses à l'espace, qui se déroulent en parallèle : entre la Chine et l'Inde, entre les deux Corées ou encore entre le Japon et la Chine. Pour l'auteur, le potentiel déstabilisateur de ces interactions dépasse largement les risques encourus lors de la course à l'espace entre les États-Unis et l'Union soviétique, en raison de l'augmentation substantielle du nombre d'acteurs par rapport à la période de la guerre froide mais aussi du caractère foncièrement unilatéral – voire nationaliste – des efforts spatiaux asiatiques. L'ambition de J.C. Moltz est d'expliquer l'origine de ces courses à l'espace, pour mieux identifier les mécanismes politiques qui permettraient d'apaiser ces rivalités spatiales.

Son grand mérite est d'intégrer dans l'analyse les facteurs nationaux, régionaux et internationaux de manière cohérente. Il se distingue ainsi des nombreuses monographies qui ont été consacrées aux puissances spatiales asiatiques – principalement à la Chine et au Japon – en ajoutant deux dimensions essentielles : une perspective comparatiste et une profondeur historique panasiatique. De fait, l'ouvrage se penche en détail sur les programmes spatiaux des quatre grands d'Asie – Chine, Japon, Inde, Corée du Sud – mais aussi sur l'émergence de puis-

sances spatiales de moindre acabit, de l'Australie au Vietnam en passant par la Malaisie, la Thaïlande ou les Philippines.

Si l'auteur identifie certaines régularités à l'échelle régionale – notamment au travers du concept de *late developer*, qui explique le développement rapide des puissances spatiales asiatiques par leur accès à des technologies éprouvées par les pionniers (États-Unis, Union soviétique/Russie, Europe) –, il insiste aussi sur les spécificités nationales. Ainsi, les orientations pacifistes du Japon ou la Révolution culturelle en Chine ont fortement influencé leurs programmes spatiaux respectifs. De même, l'ouvrage met en lumière les ramifications internationales des courses à l'espace en Asie. Les puissances spatiales établies, au premier rang desquelles les États-Unis, jouent en effet un rôle essentiel dans l'exacerbation ou l'apaisement des rivalités spatiales dans la région, en favorisant ou non les coopérations spatiales internationales.

La thèse libérale – l'interdépendance politique et économique favorise la résolution pacifique des conflits – constitue clairement le fil rouge de l'ouvrage de J.C. Moltz. Si son application au cas de l'Asie spatiale aurait mérité quelques approfondissements théoriques, l'ensemble reste très convaincant, allant bien au-delà des justifications généralement avancées pour expliquer l'émergence rapide de puissances spatiales en Asie.

Christophe Venet

L'ÉLIMINATION

Rithy Panh avec
Christophe Bataille
Paris, Grasset, 2012, 336 pages

L'Élimination est le récit d'une confrontation entre Rithy Panh et Duch, chef tortionnaire du régime khmer rouge. Survivant du régime, R. Panh est un cinéaste franco-cambodgien connu notamment pour ses films documentaires sur le S 21, centre de détention des Khmers rouges, dans lequel au moins 12 380 prisonniers ont été torturés, interrogés puis exécutés entre 1975 et 1979.

Dans son film *S 21, la machine de mort khmère rouge* (2003), R. Panh avait demandé aux bourreaux du centre de refaire leurs gestes en les filmant sur les lieux mêmes de leurs actes. Mais Duch, le directeur du centre, est absent de ce film. Pour R. Panh, c'est « comme s'il manquait une pièce essentielle à l'enquête : la parole de Duch ». Il a donc demandé aux juges du tribunal khmer rouge (chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens) l'autorisation de mener des entretiens avec Duch pour réaliser un autre film, *Duch, le maître des forges de l'enfer* (2011).

Dans *L'Élimination*, R. Panh raconte ces 300 heures de face-à-face parfois très difficile. Il trouve que Duch demeure un mystère aussi grand que le régime dont il se réclame. « Il ment souvent » : pour R. Panh, le but de cette rencontre n'était pas de chercher la vérité mais la parole. Il

ne cherchait pas à comprendre Duch, ni à le juger. Il voulait « lui laisser une chance d'expliquer, dans le détail, le processus de mort dont il fut organisateur ».

À cette confrontation s'entremêle le récit personnel de l'auteur sous le régime qu'il nomme « la terreur ». En 1975, R. Panh avait 13 ans. Son père était un ancien chef de cabinet de plusieurs ministres de l'Éducation. Sa famille était destinée à devenir, sous le régime khmer rouge, le « nouveau peuple » : celui des bourgeois, des intellectuels, des propriétaires... Dès l'entrée des Khmers rouges dans Phnom Penh, le 17 avril 1975, ce « nouveau peuple » est chassé de la ville pour retrouver l'« ancien peuple », les révolutionnaires. Aux yeux de l'Angkar (« Organisation », nom de code pour le Parti communiste du Cambodge), le « nouveau peuple » était celui des oppresseurs à rééduquer dans les campagnes ou à exterminer.

En moins de quatre ans sous le règne des Khmers rouges, environ 1,7 million de personnes sont mortes de famine, de maladie, du travail forcé, de tortures ou d'exécutions. R. Panh a perdu toute sa famille en quelques semaines : son père, sa mère, son grand frère, sa sœur, ses nièces et neveux. « Tous emportés par la cruauté et la folie khmères rouges. » Il a vécu, comme tous les Cambodgiens, sous l'emprise de la peur. Il ne pensait qu'à survivre. Les derniers mots de sa mère résonnaient dans sa tête : « Il

faut marcher dans la vie, Rithy. Quoi qu'il arrive, tu dois marcher. » Il est allé au-delà du testament maternel. Il a survécu et, malgré « le chagrin sans fin » qu'il garde en lui, il a le courage de transmettre son histoire, aussi douloureuse soit-elle.

Le récit personnel de R. Panh est terrifiant mais les dernières pages de *L'Élimination* sont remplies d'une conclusion optimiste : « J'ai affronté cette histoire avec l'idée que l'homme n'est pas foncièrement mauvais. » Le film *Duch, le maître des forges de l'enfer* et *L'Élimination* sont complémentaires. Dans l'un, c'est le bourreau qui parle. Dans l'autre, la parole est à R. Panh, la victime. C'est un travail de mémoire indispensable pour lutter contre l'oubli, contre le silence.

Dyna Seng

EUROPE

LE RÉVEIL DES DÉMONS. LA CRISE DE L'EURO ET COMMENT NOUS EN SORTIR

Jean Pisani-Ferry

Paris, Fayard, 2011, 228 pages

Dans la décennie qui a suivi la création de l'euro, l'Europe a semblé durablement immunisée contre les attaques des marchés financiers qui l'avaient déstabilisée au début des années 1990. Depuis 2010, les attaques dont l'euro a été victime, au point de menacer son existence même, ont redonné à la question monétaire une actualité qu'elle

semblait avoir perdue. Jean Pisani-Ferry présente les faiblesses congénitales de notre monnaie unique, décrypte l'enchaînement des événements qui ont conduit à la crise de 2010 et propose quelques pistes de sortie de crise.

La création de l'euro était, à la lumière de la théorie économique, un choix risqué, les considérations politiques ayant emporté la décision : elle permettait de mobiliser l'Europe autour d'un projet unificateur à un moment où les forces centrifuges auraient pu l'emporter. Or l'enthousiasme des dirigeants et des peuples européens s'est rapidement émoussé, si bien que le passage effectif à l'euro s'est fait dans une relative discrétion en 1999, sans qu'en soient tirées les conséquences dans la conduite des politiques économiques nationales. Dans la décennie qui a suivi, l'horizon est resté relativement clair, ce qui a temporairement calmé les débats.

La crise financière de 2008 a mis en lumière les déséquilibres macro-économiques qui s'étaient formés souterrainement : écarts de compétitivité entre les pays du Sud et du Nord, apparition de bulles financières ou immobilières, hausse de l'endettement public et privé. J. Pisani-Ferry décrit avec précision l'enchaînement implacable des événements qui ont suivi, depuis la fameuse « tragédie grecque » qui a commencé en 2010, les inquiétudes de l'été 2011 autour des banques

européennes, jusqu'aux débats des mois suivants sur l'organisation et la gouvernance de la zone euro. À ces différentes étapes, les dirigeants européens ont dû réexaminer séance tenante des questions qui avaient été écartées jusqu'alors : faut-il aider les États en difficulté ? Doit-on faire payer les banques au risque de souffler sur les braises de la crise financière ? Jusqu'où faut-il aller dans la surveillance des politiques budgétaires ? Ils ont mené leur réflexion dans l'urgence et sous le regard inquiet du reste de la planète : l'annonce en octobre 2011 par Georges Papandréou de l'organisation d'un référendum sur les réformes économiques imposées par la situation de son pays en restera le moment le plus dramatique.

La zone euro a bénéficié début 2012 d'un relatif apaisement, auquel l'action résolue de Mario Draghi, le nouveau président de la Banque centrale européenne (BCE), a largement contribué. Pour autant, des solutions durables à la crise restent à trouver. L'auteur – c'est là qu'on l'attendait le plus – évoque les options qui font aujourd'hui débat, la principale étant de savoir s'il faut sortir de l'euro. Sans surprise, il s'y oppose en considérant les contraintes juridiques et techniques d'une telle opération ainsi que son coût économique et financier.

Le « choix du démantèlement » étant écarté, J. Pisani-Ferry, dont les convictions pro européennes sont

connues, préconise des avancées parfois radicales dans l'intégration économique de la zone euro. Il n'oublie pas qu'un tel approfondissement devra s'appuyer sur un débat démocratique approfondi, à l'image de celui qui a agité l'Allemagne depuis 2010. Perspective dont il n'ignore pas la difficulté. Comment demander aux peuples européens de faire aujourd'hui et dans l'urgence le saut fédéraliste, alors que chacun des « petits pas » vers l'unification européenne a jusqu'à présent nécessité de longs débats ? Comment convaincre les peuples européens qu'aller plus loin dans l'intégration fournira une réponse aux problèmes que ce processus n'a jusqu'à présent pas résolus ? Les défenseurs éclairés de l'Europe, dont l'auteur fait partie, ne devront pas économiser leurs efforts quand ce débat sera engagé.

Walter Mathian

**LE PASSAGE À L'EUROPE :
HISTOIRE D'UN COMMENCEMENT**

Luuk Van Middelaar
Paris, Gallimard, 2012, 480 pages

**THE FUTURE OF EUROPE:
TOWARDS A TWO-SPEED EU?**

Jean-Claude Piris
Cambridge, MA, Cambridge
University Press, 2011, 176 pages

Deux éminents praticiens européens – le juriste Jean-Claude Piris et l'historien-philosophe Luuk Van Middelaar – ont publié simultanément deux ouvrages sur l'intégra-

tion européenne qui sont remarquables de complémentarité.

L. Van Middelaar livre un nouvel ouvrage sur l'histoire de la construction européenne. S'il s'ajoute à une littérature déjà riche, il n'en est pas moins pertinent de par la lecture personnelle qu'il propose. En choisissant délibérément de s'affranchir des lourdeurs du vocable européen mais aussi – très largement – des références aux écrits scientifiques passés, il resitue dans un récit global les éléments marquants de l'histoire de l'intégration européenne. Destiné autant à un public large qu'aux experts de la chose européenne, le texte pose avec simplicité mais justesse les grands problèmes de l'Union européenne (UE). Et sa distinction entre différentes sphères – interne, intermédiaire, externe – afin d'analyser les relations entre les États européens, puis sa description de trois stratégies – allemande, romaine, grecque – de conquête du public sont des éléments pertinents et stimulants que les spécialistes ne devraient pas négliger.

A contrario, l'ouvrage synthétique de J.-C. Piris se concentre sur l'analyse des scénarios institutionnels à même de permettre à l'intégration européenne de surmonter la crise. Après avoir évalué de manière claire la situation et les atouts actuels de l'UE, il étudie de manière détaillée ces différents scénarios : réviser les traités, approfondir les coopérations dans le cadre actuel ou mettre en place une « Europe à

deux vitesses ». Il écarte rapidement le premier scénario au motif de son impossibilité politique. Pourtant, la contradiction entre le refus affiché de rouvrir les traités et les nombreuses demandes de petites révisions aurait sans doute mérité d'être davantage considérée, même si l'analyse ne pouvait conduire qu'au constat du décalage entre discours et volontés politiques réelles. Le deuxième scénario permet à l'auteur non seulement de recadrer salutairement le débat – souvent imprécis et désordonné – sur les intégrations différenciées mais aussi d'exposer les vastes possibilités offertes par les traités actuels.

Compte tenu des difficultés politiques, J.-C. Piris plaide clairement pour une UE à deux vitesses, avec une « avant-garde ». Il effectue toutefois la distinction entre une version *soft*, sans révision des traités, et une version audacieuse qui appellerait un « traité additionnel », c'est-à-dire un accord juridique international compatible avec les traités européens. La précision dont fait preuve l'auteur dans la formulation des options et de leurs implications juridiques fait de ce livre un utile manuel à l'usage des acteurs politiques.

In fine, au regard des multiples apports de ces deux ouvrages, on serait tenté d'appeler leurs auteurs à l'écriture d'un ouvrage à quatre mains, pour qu'ils puissent se projeter de concert sur l'avenir de l'Europe. De cette mutualisation

pourrait naître une vision prospective incluant les enseignements tirés de l'histoire de la construction européenne, les enjeux philosophiques qui l'animent, les contraintes et possibilités juridiques et la désormais indispensable prise en compte des citoyens. Une entreprise ardue mais dont l'Europe aurait bien besoin.

Yann-Sven Rittelmeyer

L'ÉLARGISSEMENT MET-IL EN PÉRIL LE PROJET EUROPÉEN ?

Lukas Macek

Paris, La Documentation française,
2011, 176 pages

En 1957, la Communauté économique européenne (CEE) comptait six États fondateurs. Le nombre de ses membres est passé à neuf en 1973, dix en 1981, 12 en 1986, 15 en 1995, 25 en 2004 et 27 en 2007. L'Union européenne (UE) accueillera le 1^{er} juillet 2013 la Croatie, 28^e État membre. Cinq États ont le statut officiel de candidat : la Turquie, l'Islande, le Monténégro, la Macédoine et la Serbie. D'autres espèrent l'avoir bientôt (la Bosnie-Herzégovine, l'Albanie, le Kosovo, la Moldavie, etc.), laissant augurer une Europe à 35 ou 36 membres. Le jeune directeur tchèque de Sciences Po Dijon, Lukas Macek, présente avec une grande clarté l'histoire des élargissements passés, le bilan qui peut en être fait, les débats qu'ils ont suscités et les défis que les élargissements futurs présentent.

L'adhésion d'un pays candidat dépend bien sûr de sa capacité à rejoindre la famille européenne. Comme l'exigent les célèbres « critères de Copenhague », il lui faut des institutions démocratiques, une économie de marché viable et la capacité de reprendre et de mettre en œuvre l'« acquis communautaire » – tâche d'autant plus herculéenne que cet acquis a exponentiellement augmenté au fil des ans. Mais les mérites propres du candidat ne suffisent pas : l'adhésion dépend aussi de la capacité de l'Union à l'accueillir. Comme l'annonce le titre de son ouvrage, L. Macek insiste sur cette dimension. L'appréciation qu'on peut porter sur l'élargissement varie du tout au tout selon le point de vue adopté. Pour le candidat, l'adhésion est, dans la quasi-totalité des cas, une perspective enviable : elle vaut délivrance d'un brevet de démocratie et promesse de prospérité économique, directement à travers l'accès aux fonds de cohésion et indirectement via les gains espérés du marché intérieur. En revanche, pour le projet européen, l'élargissement est un pari risqué.

Jacques Delors avait coutume de comparer la construction européenne à une bicyclette : l'Europe doit avancer sous peine de tomber. L'élargissement de l'Union européenne semble gouverné par la même logique. Depuis sa création, l'Europe s'est élargie. Elle continue à le faire au point que l'élargissement est devenu une attribution à

part entière de l'UE, au même titre que l'agriculture ou le marché intérieur. Rien ne semble devoir enrayer ce mouvement brownien, sinon le sentiment naissant que cette « fuite en avant », sans limites préétablies, devra un jour s'interrompre sauf à vider le projet européen de son sens.

Le « grand élargissement » de 2004-2007 a marqué un changement d'échelle. Le bilan objectif qu'on peut en faire n'est pas mauvais : les économies est-européennes ont rattrapé une part de leur retard, les « plombiers polonais » n'ont pas émigré en masse. Pour autant, ces élargissements ont été grevés de nombreux malentendus. Les nouveaux membres, qui revendiquaient un droit au « retour à l'Europe », estiment avoir trop longtemps fait antichambre et être traités comme des citoyens de seconde zone. Les anciens États membres, qui n'ont pas été directement consultés, ont profité des référendums sur le traité constitutionnel pour manifester leur désaccord. En France notamment, la prise de conscience s'est lentement faite que l'Europe élargie ne serait pas « la même en plus grand » – selon l'heureuse expression de Jacques Rupnik – mais que ce changement d'échelle induirait un changement de nature.

Longtemps consensuel, le débat autour de l'élargissement ne recoupe pas les lignes traditionnelles de clivage politique. Les défenseurs de l'élargissement se recrutent aussi

bien parmi les pro-européens (qui estiment qu'il n'est pas incompatible avec l'approfondissement) que parmi les eurosceptiques (tels les Britanniques, qui espèrent grâce à lui « diluer l'Eu-ropé »), parmi les tenants d'une « Europe puissance » (seule une Europe élargie à l'échelle du continent sera de taille à faire face aux défis de la mondialisation) ou ceux d'une « Europe espace » (désireux de repousser toujours plus loin les limites du marché intérieur).

La seule question qui vaille s'avère être celle de l'identité européenne. C'est à cette aune que L. Macek disqualifie la candidature turque. Sans nier le dynamisme démographique et économique de ce grand pays émergent, L. Macek interroge l'ancrage européen, occidental et laïc de la Turquie. Le même raisonnement le conduit aux mêmes réserves vis-à-vis d'une éventuelle candidature ukrainienne. Pour autant, l'Union osera-t-elle dire non à ses candidats ? De Gaulle avait mis son veto à l'entrée du Royaume-Uni en 1963 et en 1967. Nicolas Sarkozy et Angela Merkel ont mis le leur à celle de la Turquie. Mais le coût d'un tel refus est immense et le risque existe qu'un lâche assentiment prévale. « Il est des institutions qui périssent d'un excès de politesse », écrivait Vaclav Havel.

Yves Gounin

MOYEN-ORIENT

LES ISLAMISTES AU DÉFI DU POUVOIR : ÉVOLUTIONS D'UNE IDÉOLOGIE

Samir Amghar (dir.)

Paris, Michalon, 2012, 208 pages

Une idéologie à prétention radicale peut-elle se transformer – surtout lorsqu'elle provient de la sphère religieuse et que son ambition initiale est de soumettre à la vision sacrale de ses militants l'ensemble de l'espace social ?

L'offre islamiste s'est bel et bien installée dans le processus démocratique. L'analyse du spectre des confrontations de l'islam politique aux réalités de l'exercice du pouvoir laisse entrevoir un éventail somme toute large de positionnements, l'environnement étant primordial pour saisir la nature de l'insertion dans le jeu politique. La thèse générale va plutôt dans le sens d'une intégration dans un jeu « pluraliste » parallèlement au maintien d'un discours de défense de l'identité religieuse de la société. Les mouvements islamistes ayant fait le choix de s'inscrire dans un système peu ou prou démocratique ont eu tendance, malgré la persistance de postures pouvant passer pour problématiques, à jouer le jeu du formalisme démocratique.

C'est le cas au Maroc ou au Liban. Le premier a vu l'entrée en poli-

tique du Parti de la justice et du développement (PJD) s'accompagne d'une modération tant pour ce qui est de l'acceptation de la norme démocratique que de la reconnaissance du régime monarchique, même si certaines inclinations idéologiques demeurent, notamment lorsque la morale religieuse ou certaines valeurs familiales sont présentées comme menacées. Au pays du cèdre, l'inscription du « Parti de Dieu » dans le jeu démocratique a conduit à mettre en avant la portée nationaliste et sociale du mouvement, relativisant la référence religieuse.

L'évolution se vérifie en partie dans le cas palestinien, où le Hamas doit gérer les contraintes liées au système démocratique et à l'agenda de résistance nationale, et en Turquie, où le Parti de la justice et du développement (Adalet ve Kalkınma Partisi, AKP) fait pour certains figure d'exemple à suivre, même s'il semble difficile de considérer son expérience comme mécaniquement transposable. La Tunisie fait également écho à cette dynamique puisque l'*aggiornamento* du mouvement Ennahda est moins présenté comme résultant d'un « agenda caché » que comme le fruit d'une contrainte liée à la transition démocratique, qui l'oblige à agir en « parti de gouvernement ».

Un autre phénomène, observable au Pakistan et au Yémen, semble être l'échec relatif de l'islamisme, si l'on en juge par la déception d'une

partie de sa base sociale. Le « dilemme » serait dès lors celui-ci : faut-il revenir à un discours plus radical ou diluer définitivement la visée protestataire pour ne pas aggraver les difficultés socio-économiques et diplomatiques ? Le cas algérien, du fait des événements de 1991, constitue une exception : les spéculations demeurent sur la pratique d'un pouvoir jamais réellement exercé ailleurs qu'au niveau local.

Le dernier chapitre sur les Frères musulmans égyptiens suit plus la propension du mouvement à se fondre dans un système fondé sur la souveraineté du peuple qu'il n'expose l'histoire de son insertion dans un jeu « ouvert ». L'auteur se situe du côté de ceux pour qui les Ikhwan restent une organisation fortement idéologisée, largement incapable de revoir son credo.

Cet ouvrage, fruit de l'apport de chercheurs spécialisés dans l'étude d'un pays précis, vient indéniablement combler un vide à l'heure où d'aucuns craignent l'avènement d'un « printemps islamiste ». L'analyse de l'islam politique au sein d'un État sur un temps long constitue la principale plus-value de ce travail dont les conclusions, certes prudentes, insistent sur la nécessité de concevoir ce phénomène en constante interaction avec son environnement, de manière à saisir l'ampleur de ses mutations actuelles et futures.

Mohamed-Ali Adraoui

**ISRAEL'S PALESTINIANS:
THE CONFLICT WITHIN**

Ilan Peleg et Dov Waxman
Cambridge, MA, Cambridge
University Press, 2011, 272 pages

Plutôt que d'envisager le conflit externe et l'avenir des territoires occupés, les auteurs choisissent ici de s'intéresser au conflit interne et au statut des Palestiniens citoyens d'Israël. Peu médiatisée et largement ignorée dans les négociations, cette dimension du conflit est pourtant centrale pour l'avenir de l'État d'Israël. La présence, en Israël, de quelque 1,3 million de Palestiniens citoyens d'Israël (20 % de la population israélienne) ne manque pas d'interroger le devenir d'un État défini comme juif et démocratique. Pour Ilan Peleg et Dov Waxman, la situation est, depuis octobre 2000, particulièrement alarmante et le *statu quo* se révélera vite intenable.

Dans une première partie, les auteurs nous présentent cette population palestinienne de l'intérieur : situation socioéconomique, discours de ses représentants politiques et risques d'une éventuelle radicalisation (chap. 1-3). Ils interrogent ensuite la manière dont la majorité juive perçoit les populations arabes israéliennes (chap. 4). La seconde partie envisage les possibilités de réduire les tensions entre juifs et Palestiniens dans l'État d'Israël. Les auteurs rappellent d'abord les origines historiques de la situation d'hégémonie ethnique prévalant en Israël

(chap. 5). Ils listent ensuite divers types de régimes susceptibles de constituer une alternative à la situation actuelle (chap. 6), avant de présenter leurs propres idées pour améliorer le statut, les droits et les conditions de la minorité palestinienne d'Israël. Le compromis envisagé se fonde sur l'idée d'un État qui serait tout à la fois « la patrie [*homeland*] juive et l'État de tous ses citoyens » (chap. 7). Même si elle est destinée à être combattue par les juifs comme par les Arabes, cette proposition est selon eux la seule à même de réduire les tensions que connaît aujourd'hui la société israélienne (chap. 8).

Sur un thème surinvesti par les discours militants, D. Waxman et I. Peleg réussissent à proposer un travail d'une grande rigueur. Leur première partie, descriptive, est solidement argumentée et ne cède jamais à la rhétorique dénonciatrice : les auteurs essaient toujours de fonder leurs dires sur des faits ou des données statistiques. Dans la seconde partie, la dimension normative est assumée. Mais les deux auteurs agrémentent leur proposition de considérations typologiques et comparatistes claires et pertinentes. Ce travail se distingue également par sa capacité à intégrer aux analyses proposées l'actualité récente sur les Palestiniens d'Israël. Le lecteur intéressé pourra ainsi y trouver une présentation détaillée des *Vision Documents* (quatre documents traitant de la nature et de l'avenir de l'État d'Israël produits

par diverses organisations palestiniennes d'Israël entre 2006 et 2007) ou encore des éléments sur les « lois sur la loyauté », portées depuis 2009 par Yisrael Beitenou.

Cet ouvrage propose un excellent tour d'horizon de la question des Palestiniens d'Israël. On reprochera éventuellement aux auteurs de ne pas avoir couplé ce tour d'horizon à des illustrations plus microsociologiques : leur démonstration, si elle use (et parfois abuse) des sondages d'opinion, laisse rarement place à l'évocation des relations quotidiennes entre juifs et Palestiniens.

Pierre Renno

**TAMING TEHRAN: AN ANALYSIS
OF US POLICIES TARGETING
IRAN'S NUCLEAR PROGRAM**

Bryan T. Hamilton
Sarrebruck, Lambert Academic
Publishing, 2011, 104 pages

L'auteur poursuit un double objectif : développer une analyse rigoureuse des ambitions nucléaires iraniennes et proposer une alternative à la politique de sanctions et de menaces poursuivie par Washington afin de circonscrire les progrès nucléaires de l'Iran. Bryan T. Hamilton rejette les arguments contestant la rationalité économique du programme nucléaire, fondés sur l'hypothèse d'une contradiction entre la possession de réserves en hydrocarbures et la production d'électricité nucléaire.

Cette défense du programme nucléaire iranien est pertinente, même si l'auteur ne mentionne pas le risque environnemental consécutif à la mise en service de la centrale de Bouchehr en août 2010.

Depuis 1979, l'élément structurant du comportement diplomatique américain est le déni d'accès de l'Iran aux technologies nucléaires. Dès 1982, l'administration Reagan décide de mettre en place un embargo sur l'exportation des technologies nucléaires vers l'Iran. L'administration Bush poursuit la politique initiée en 1982 avec l'interdiction de l'exportation des technologies de double usage (civil et militaire) vers l'Iran à partir de 1990. Le président Clinton apparaît comme celui qui clarifie la stratégie iranienne de Washington. Il affirme ouvertement que l'Iran ne peut avoir de relations commerciales normales tout en développant un programme d'armes de destruction massive (ADM). Cette politique de *dual containment* (Irak et Iran) a un coût économique élevé et ne permet pas d'empêcher que d'autres États soutiennent le programme nucléaire iranien (Russie, Chine, Afrique du Sud, Autriche et Ukraine). Aussi l'accélération des progrès nucléaires de l'Iran pendant l'administration Clinton se poursuit-elle sous l'administration Bush Jr. malgré le renforcement de la politique de sanctions unilatérales et les velléités d'isolement de l'Iran.

Concernant la stratégie iranienne d'Obama, il est nécessaire, selon l'auteur, d'éviter de légitimer le président Mahmoud Ahmadinejad par la confrontation : il faut répondre aux besoins sécuritaires et économiques de l'Iran pour endiguer son programme nucléaire. Pour ce faire, l'auteur propose une levée unilatérale des sanctions américaines, qui permettrait de responsabiliser le gouvernement iranien face à sa propre population quant à la détérioration des conditions économiques. Il propose que la diplomatie américaine reconnaisse le droit de l'Iran à posséder une capacité technologique nucléaire et la rationalité économique du programme nucléaire. Pour leur part, les Iraniens devraient alors faire preuve d'une transparence totale et répondre aux questions de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) sur leurs activités nucléaires passées.

L'auteur reconnaît que la finalité du programme nucléaire iranien est probablement la capacité d'assembler une arme nucléaire dans un délai de 30 à 90 jours. Mais à partir du constat de l'échec de la stratégie d'isolement et de sanctions des États-Unis, il propose une nouvelle stratégie diplomatique, selon lui plus efficace. D'aucuns n'hésiteront pas à qualifier de naïve la solution proposée, fondée sur l'intérêt des deux parties à coopérer, en particulier dans le secteur des hydrocarbures. Son principal mérite est pourtant d'ou-

vrir une nouvelle voie permettant de sortir la question nucléaire iranienne de l'impasse diplomatique.

Clément Therme

**A SINGLE ROLL OF THE DICE:
OBAMA'S DIPLOMACY WITH IRAN**

Trita Parsi
New Haven, CO et Londres,
Yale University Press, 2012,
304 pages

Cet ouvrage propose un éclairage novateur sur la diplomatie iranienne de Barack Obama. L'auteur est universitaire et président du National Iranian American Council (NIAC), organisation qui vise à défendre les intérêts de la communauté iranienne aux États-Unis. Il défend ici la thèse selon laquelle l'administration Obama n'a pas suivi la voie diplomatique jusqu'à son épuisement. Pour lui, les sanctions ne devraient être que le moyen périphérique d'une stratégie construite autour de l'impérieuse nécessité du dialogue pour sortir de l'impasse. Il insiste sur l'absence d'alternative à la voie diplomatique pour résoudre la question nucléaire iranienne.

Par ailleurs, l'auteur décrypte les différents canaux diplomatiques utilisés pour tenter de résoudre le différend entre l'Iran et la « communauté internationale ». Le récit ne se limite pas à un compte rendu des négociations bilatérales irano-américaines ou entre l'Iran et le groupe des 5 + 1 (les cinq membres

du Conseil de sécurité des Nations unies et l'Allemagne). Les négociations conduites entre l'Iran, la Turquie et le Brésil, qui ont abouti à l'adoption de la déclaration de Téhéran en mai 2010, sont également étudiées. La partie consacrée à la stratégie du Brésil de Luiz Inacio Lula da Silva sur le dossier nucléaire iranien permet de comprendre les motivations profondes de la diplomatie brésilienne : il s'agit d'user du dossier nucléaire iranien pour parvenir à la mise en place d'un ordre international plus démocratique, selon la terminologie diplomatique brésilienne.

De plus, l'auteur étudie minutieusement les rapports entre l'administration Obama et l'Union européenne (UE), avec une attention particulière apportée à la diplomatie française. À cet égard, il souligne que, si la majorité des États européens soutiennent la politique d'ouverture d'Obama vis-à-vis de l'Iran, Paris a dès le début manifesté ses doutes quant à la pertinence d'une telle stratégie. La France craignait alors qu'un assouplissement de la position américaine soit dommageable pour la réussite d'une diplomatie maintenant une approche équilibrée et combinant dialogue et sanctions. Ces réticences françaises s'expli-

quent, selon l'auteur, par la proximité entre Nicolas Sarkozy et George W. Bush sur la question nucléaire iranienne. Il était donc logique que la mise en œuvre par Washington d'une nouvelle politique pour sortir de l'impasse diplomatique soit désapprouvée par Paris.

Cet ouvrage s'adresse à un large public et mérite d'être lu avec attention. Il se fonde sur des sources de première main, avec de nombreux entretiens avec des négociateurs américains, européens et iraniens, ce qui lui permet de mettre en lumière différentes perspectives sur les processus de négociation. L'auteur rend compte des positions des pays arabes et d'Israël mais aussi de la Russie sur ce dossier. Enfin, il note que les réalités politiques internes iraniennes et américaines sont essentielles pour expliquer les échecs de ces négociations. En Iran, les fractures politiques internes nées d'une élection présidentielle contestée et, aux États-Unis, les pressions du Congrès sur Obama ne contribuent guère au rétablissement de la confiance entre les parties, une confiance pourtant indispensable à une résolution diplomatique de la crise.

Clément Therme